

## Plan :

- la démarche de mobilisation et de co-construction autour des ateliers cartographiques ;
- les principaux enseignements des 16 ateliers ;
- les thématiques retenues pour les 4 prochaines rencontres régionales

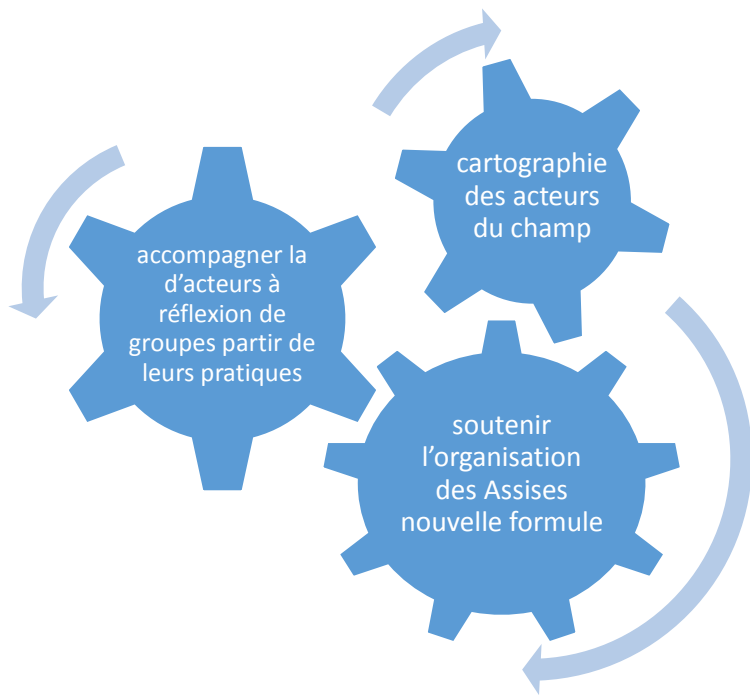
## 1- Introduction

Le diagnostic partagé de la plateforme ABCIS a fait émerger des espaces de débats mais aussi des points de vue collectifs susceptibles d'orienter des propositions pour co-construire autrement ABCIS.

Suite au diagnostic de la plateforme d'ABCIS, c'est-à-dire d'un espace de la coopération-mutualisation entre acteurs de la coopération et de la solidarité internationale sur le territoire breton, différents enjeux ont été identifiés :

- **des enjeux de reconnaissance et d'identification** d'acteurs fédérateurs
- **des enjeux d'explicitation de pratiques** de la solidarité internationale et de la coopération décentralisée
- **des enjeux de positionnements politiques** : impensé politique du champ et impensé politique de l'institution régionale

La proposition d'une démarche de co-construction entre les acteurs qui s'attache à travailler à partir de ces différents enjeux identifiés a été validée par le comité de suivi.



3 étapes de co-construction ont été pré-identifiées :

L'objectif de la présente étape était de lancer la co-construction à travers l'animation d'ateliers dits « cartographiques » et qui ont fait l'objet en parallèle de bulletins régulièrement diffusés par les services de la Région. Cela a permis à des personnes qui n'ont pas pu ou pas souhaité s'engager dans cette démarche de rester en lien avec le processus.

## 2- La démarche de mobilisation et de co-construction autour des ateliers cartographiques

### Les étapes d'animation de la cartographie des acteurs du champ

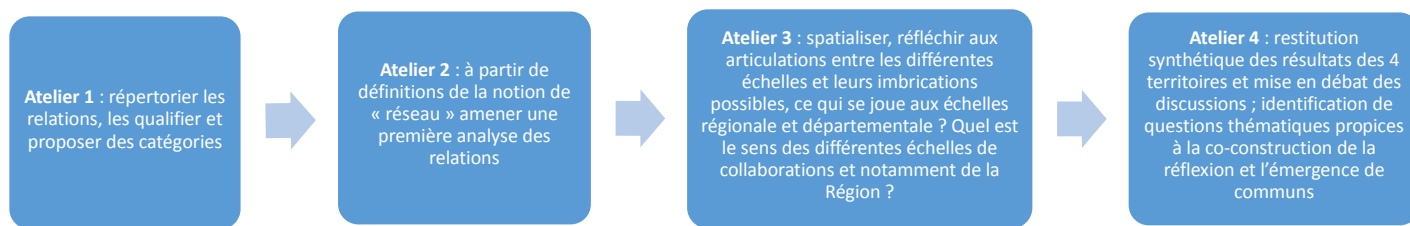
4 étapes ont été distinguées pour amener des acteurs volontaires et engagés à travailler sur ces questions de

cartographie du champ (cf. annexe 1. : annonce de mobilisation page suivante). Sur chaque territoire départemental, des séries de 4 ateliers ont été animés afin d'inscrire la réflexion dans une proximité avec les acteurs et faciliter ainsi leur engagement. Ce sont donc au total 16 ateliers qui se sont déroulés de septembre 2016 à janvier 2017.

Réfléchir à des modalités de co-construction à l'échelle bretonne supposait en effet dans notre proposition de partir des pratiques relationnelles existantes et de leur signification pour les acteurs locaux afin d'engager un débat critique sur les espaces de co-construction à soutenir et/ou à initier.

Il s'agissait cependant moins d'objectiver l'ensemble de ces relations que de s'appuyer sur cette démarche cartographique pour mettre en discussion et réflexion les acteurs sur les formes réticulaires de leurs relations, ce que cela nous dit de leurs réseaux et dans quelle complexité inter-échelles ils se situent.

**Les quatre ateliers se sont déroulés en parallèle sur les 4 départements bretons. Ils ont été thématiques de la façon suivante :**



### 3- Les principaux enseignements des ateliers cartographiques

**Rappel : notre proposition s'inscrit dans une interrogation partagée à l'occasion du diagnostic** de la plateforme ABCIS qui avait vocation à être un espace de co-construction multi-acteurs et qui, avec le temps, est devenu un espace animé (au risque de la centralisation) principalement par la région mais sans véritable co-construction ni orientations réellement partagées. Peu d'émergence de projets à partir des groupes de travail, pas de suite réelle aux Assises...

**Objectif :** faire émerger des débats, des points de vue collectifs susceptibles d'orienter des propositions pour co-construire autrement ABCIS ;

**Différentes étapes pressenties :**

**La première privilégie des ateliers cartographiques :**

- visibilité et lisibilité du champ
- mettre en réflexion des acteurs volontaires sur leur inscription dans des coopérations, partenariats à l'échelon régionale ou infra-régionale et les questions que cela pose

**La seconde dégagera des nœuds**, des thèmes autour desquels les acteurs volontaires vont tout à la fois réfléchir collectivement à des dimensions qui leurs apparaissent essentielles à travailler afin de commencer aussi à réfléchir à des pistes.

**La dernière étape** enfin travaillera à consolider de nouvelles manières de faire, de co-construction dont les nouvelles Assises de la solidarité, des solidarités, des échanges solidaires etc... viendront exemplifier et tracer la voie.

**Objectifs :** créer un débat sur les thématiques et renforcer les liens, faire sentir qu'il y a plus de force, donc construire du commun. L'explicitation des pratiques ne sera finalement pas réintroduite car trop susceptible de faire ressortir les points de divergence.

#### 3.1- Démarche des ateliers cartographiques

A l'occasion des ateliers, les participants ont travaillé à partir d'élaboration de cartes des relations subjectives ; les groupes ont produit leur matière collective pour venir questionner la nature de leurs relations et interroger la nature de leurs réseaux et/ou champs de référence.

L'exercice a pu s'avérer compliquer pour certains... mais il a créé une dynamique de réflexion partagée.

Il n'avait pas vocation à l'objectivité, ni à l'exclusivité. Il ne s'agissait pas d'une recherche au sens académique mais d'une mise en recherche, en réflexion d'acteurs volontaires.

In fine, des formes de convergences thématiques se sont dégagées.

**Qui est présent au titre de la coopération/solidarité internationale ?**

Au total, ce sont environ 35 personnes qui se sont mis en réflexion avec des effectifs variables : une dizaine de personnes respectivement à Rennes et Chateaulin, 6 à 7 personnes respectivement à Saint-Brieuc et Lorient.

**Qui a été contributeur :** des techniciens des collectivités, des associations de solidarité internationales (ASI) soit menant des actions directes à l'international, soit intervenant en Bretagne comme têtes de réseau, des établissements scolaires, des associations qui œuvrent dans des champs proches de la coopération et de la solidarité internationale

**Pour une part, il s'agit d'acteurs très identifiés localement :** animateurs de réseaux ou impliqués dans des réseaux (Gref, Bretagne Cens, réseau Ritimo, la CASI Bretagne, Vétérinaire sans frontière, Education sans frontière, des lycées agricoles ; des techniciens de collectivités territoriales).

Il apparaît que certains acteurs historiques sont dans des rapports hérités (permanence de conceptions historiques du champ de la solidarité internationale, enjeux de reconnaissance institutionnelle ...).

On constate des difficultés à préciser la nature des relations. L'accès aux pratiques de la solidarité et de la coopération par l'énonciation est compliqué par le fait que les associations présentes sont rarement des associations de premier niveau. Elles partagent un même élan de solidarité sans forcément nommer leurs différences (celles-ci étant pourtant bien réelles).

**Diversité des configurations territoriales** : présence de la MIR à Rennes, dynamique de co-construction associative à Lorient, présence plus marquée de petites associations dans le Finistère, retrait du département des Côtes d'Armor... Mais au total, une diversité d'acteurs pour faire entendre une diversité de voix.

### 3.2- Relations, réseaux et échelles

#### A) Nature des relations

Le premier atelier a été consacré à l'inventaire des relations qui sont nouées par chaque acteur sur le territoire breton. Cet exercice s'est parfois avéré complexe dans la mesure où c'est une question que se pose rarement les acteurs. Ensuite un travail de catégorisation de ces relations a été effectué qui nous permet de distinguer :

- **Les moyens de l'action** : info, financements, communication, soutien logistique, mutualisation de ressources ;
- **La mise en action** : agir ensemble, participer à des événements, éducation à la SI, co construction de projet, co organisation d'événements ;
- **L'accompagnement** : expertise, formation
- **La militance ou le fait de porter une position** : positionnement, porter une position, réflexion commune

**Deux éléments spécifiques intéressants mais qui ne font pas catégorie ont été nommés** : la position de passeurs pour l'accès aux réseaux, les échanges de pratiques.

#### B) Ce qui fait réseau : qu'est-ce qu'on fait ensemble ?

Atelier 2 : nous sommes passés d'une analyse partagée des relations que chaque acteur avait avec les autres (autocentrée) à ce qui pouvait être plus multipolaire, aux interconnexions, aux relations qui se tissent en réseau, qui donneraient à voir un maillage sur le territoire breton et/ou à des échelles infrarégionales.

**Au titre des constats généraux :**

- **Globalement, les « réseaux » restent relativement institutionnalisés, au final assez pauvres**

Les institutions ont un vrai rôle (elles structurent le champ) et, au vu de l'histoire et de la fragilité des organisations de solidarités internationales (OSI) focalisent un certain nombre d'attentes. On peut donc considérer que tendanciellement les coopérations s'organisent au sein d'un champ plutôt que sous la forme de réseaux.

- **Cependant on peut identifier 3 façons de faire réseau :**
  - une structuration que l'on peut qualifier de polarisées autour de têtes de réseaux (BCENS, Agronome sans frontière, pS-eau, Pêche et développement), de collectivités, mais qui ne construit pas nécessairement des réseaux horizontaux, territorialisés. Il n'apparaît pas d'interconnexion.
  - une collaboration localisée par l'interconnaissance, dans des relations d'horizontalité (fluidité relative)
  - une structuration fédéralisée dans le cadre de réseaux internes (Education sans frontière par ex. autour du relais de plaidoyers nationaux) qui n'implique pas le besoin d'aller vers les autres
- **Les réseaux saisis à partir des catégories de relations**

#### ➤ **Peu de mise en réseaux autour de l'éducation à la citoyenneté et la solidarité (ECSI)**

Le plus souvent, chaque association construit son rapport et négocie sa place individuellement autour des questions de solidarité internationale, notamment vis-à-vis de l'institution scolaire. Comment passer de cette position à une **négociation plus collective** ?

D'autres acteurs qui revendiquent une place éducative et sont possiblement reconnus aujourd'hui interviennent également à ce titre. N'y a-t-il pas des liens à construire avec l'éducation à l'environnement, au développement durable ? Comment **dépasser des rapports parfois de concurrence** internes au champ de la coopération et de la solidarité

internationale et/ou avec ses acteurs périphériques pour négocier une place et **faire reconnaître la dimension éducative de la solidarité ?**

➤ **Accompagnement** (qui peut intégrer de la formation)

Se structurent autour des acteurs dont c'est le cœur de métier ou entre réseaux internes (ESF, pS-eau, collectivités)

➤ **Les moyens de l'action** : échange d'information, financements, communication, soutien logistique, mutualisation de ressources

La circulation de l'information reste **très centrée** sur les têtes de réseau, ou au sein de réseaux internes, ou en lien avec les collectivités. L'appui **logistique reste très localisé** ainsi que la mutualisation de ressources (ou par têtes de réseau). Les financements sont très localisés mais varient selon l'investissement des collectivités.

➤ **La Mise en action** : agir ensemble, participer à des événements, ECSI, co-construction de projet, co-organisation d'événements

Elle est souvent structurée par les collectivités, un peu par les têtes de réseaux ou très localisée, ou organisée au sein de réseaux internes

➤ **La « militance » ou portage de position commune** : faiblesse des constructions collectives locales.

Il existe de possibles tensions entre mots d'ordres nationaux et le portage local de discours critiques. Il apparaît une forme d'impensé de la mise en action politique. Le besoin de rassemblement pour faire mouvement domine, alors que **beaucoup de plaidoyer arrivent par le haut.**

**Faiblesse du débat public** : il y a un enjeu à réfléchir ensemble pour répondre aux fragilités contemporaines, au-delà de la diversité des pratiques et des positionnements.

En conclusion de ce point, on insistera sur : **des modes de faire réseau qui ne sont pas exclusifs, mais dessinent des pratiques plutôt héritées** et une difficulté à **actualiser des formats d'expression et de mise en action contemporains.**

### C) Les échelles : prendre la mesure des relations à d'autres échelles (nationales, internationales...)

- Le caractère localisé des mises en relation domine tendanciellement. Les actions collectives sont surtout locales et relayées de façon dominante par les collectivités territoriales...
- ... sauf pour les acteurs inscrits dans des logiques fédératives
- Les relations avec les pays du sud restent majoritairement bilatérales/exclusives.

**La question des rapports avec les pays du sud a nourri, à cette occasion, un débat.** Il peut ainsi y avoir une certaine tension, une ambivalence entre la revendication d'entendre, de travailler avec les acteurs du sud et les pratiques réelles de co-construction.

On entend peu les voix du sud, ni les associations originaires des pays du sud... Il y a à l'international des relations avec les acteurs de là-bas, mais elles ne sont pas nombreuses. En Bretagne, les liens entre les différents acteurs de la solidarité internationale sont peu nombreux.

De plus, aujourd'hui, les **pays du sud sont actifs**, ils demandent à savoir qui intervient et donc choisissent des interlocuteurs institutionnels qui fédèrent les associations travaillant là-bas, mais cela fait courir le risque d'un **rapport obligé** avec pays du sud qui s'inscrirait dans des relations de **diplomatie parallèle (exemple de la journée Burkina-Faso** organisée par la Région Bretagne). Lier de manière indissoluble les relations institutionnelles de coopération et les relations des associations avec les acteurs du pays peut être facteur de collaboration et de cohérence mais peut parfois questionner le sens de cette diplomatie parallèle par rapport à des liens plus informels, plus liés à l'humain, de **société civile à société civile.**

Certains ont aussi pu nommer les enjeux d'actualisation des messages de la solidarité qui peuvent être ambivalents, inégalitaires dans le positionnement. Il paraît important qu'il y ait une réflexion partagée sur ces questions.

### Des éléments de conclusion :

**Nos ateliers ont permis de mettre en exergue un sentiment de fragilité du champ, en arrière-plan des questions que nous pouvions soulever mais qui aiguillonne aujourd'hui nos propositions tant il nous semble que cela peut constituer des éléments fondateurs pour développer des espaces de co-construction. Cette fragilité est pour partie consubstantielle aux dynamiques par nature incertaines de la société civile, pour partie liée à des transformations structurelles. Nous souhaitons en même temps ne pas enfermer ces questions mais souligner qu'elles augurent aussi de ressources dans lesquelles puiser :**

Les éléments de débat qui ont émergé convergent beaucoup vers des **signes de fragilité**. Ils demandent donc à **penser collectivement ces enjeux**. Le premier débat tient à la fragilité consubstantielle des associations de la société civile

mais aussi, au vu de ses effectifs, à sa **vitalité**. Il existe ici une force, peu valorisée aujourd'hui, alors qu'il y a un véritable enjeu à reconnaître cette démocratie en acte pour sortir de l'éternel injonction à la participation instituée.

- ✓ Un **secteur atomisé, avec une nébuleuse associative mais qui permet une solidarité non experte**, qui revivifie en permanence un intérêt pour l'autre, des formes de solidarité qui ne se construisent pas dans une posture d'expertise, qui ont une plus-value spécifique.

On peut d'ailleurs identifier dans le champ généralement trois postures :

- Une posture d'expertise incarnée par les ONG ;
- L'intérêt pour une solidarité non experte incarnée par les organisations de solidarité internationale (OSI)
- Une posture de partenariat dans les relations internationales incarnée par la coopération internationale, telle que développée par les collectivités territoriales.

Ces trois postures sont principalement incarnées de façon dominante par 3 catégories d'acteurs... mais elles ne s'opposent pas nécessairement

- ✓ **des acteurs de la solidarité internationale qui n'ont pas réactualisé une réflexion commune**

Le champ s'est structuré historiquement avec une capacité critique et un rôle de remise en question assumée des relations nord-sud. Aujourd'hui, cette capacité critique s'est étiolée, tout au moins ne construit-elle pas nécessairement une conscience critique collective.

Cette capacité d'interpellation a perdu pour partie sa force et les ressorts collectifs mobilisant autour de grands récits dans le contexte contemporain (à l'instar d'ailleurs d'autres domaines) ont perdu de leur puissance. Pour autant il y a une forte actualité aux questions qui sont posées et, dans ce contexte de dépolitisation relative, parler de la solidarité internationale est déjà un acte politique.

Notons cependant que certains acteurs ont entamé ce débat comme le CRIDEV et que la Semaine de la Solidarité Internationale s'appelle désormais le Festival *des* Solidarités.

- ✓ **Des modalités de financements qui fragmentent les liens car liés aux projet** : cette relation aux collectivités a orienté la structuration du champ.

Cela constitue une faiblesse car cela singularise et segmente les acteurs qui doivent se conformer à un cahier des charges. Cela ne crée pas de dynamiques collectives.

Cela peut être **une force** qui rassemble, ce qui serait a priori l'intérêt des départements ou de la Région, mais ce qui peut aussi poser question dans des moments de changements d'orientation politiques.

#### 4 – PISTES ET ENJEUX DE RENFORCEMENT

**Les discussions qui sont nées de ces échanges dressent un premier tableau qui a tendance à tirer les débats et discussions autour de sources de fragilité contemporaine. C'est cela qui motive pour partie les enjeux de co-construction d'espaces de réflexion et de mise en action à l'échelon régionale (qui ne sont pas pour autant substitutifs aux autres échelles, on reviendra d'ailleurs sur l'enjeu de préserver des territorialités). Pour cette raison, poursuivre la démarche de co-construction de la réflexion à partir des pratiques ne nous semble plus pertinent à ce stade car les acteurs ont surtout besoin de trouver ce qui les rassemble aujourd'hui.**

**Pourquoi coopérer ?** Les acteurs de la solidarité internationale et de la coopération sont en relation pour des raisons différentes (nature des relations), mais ces **réseaux sont assez faibles** aujourd'hui. Au cours des débats des ateliers, plusieurs éléments semblent souligner **l'intérêt de renforcer ces coopérations (concourir à une œuvre commune, identifier des dimensions qui peuvent être communes et qui peuvent être travaillées dans une grande symétrie de position)**, de développer des partenariats face aux faiblesses identifiées (les acteurs acceptent de mettre en commun leurs efforts autour d'un problème, d'un besoin clairement identifié, tout en maintenant leur autonomie → caractère circonstancié, stratégique, affirmation d'une différence de position, de statut, d'orientation non dépassable dans la relation...)

**Différentes formes de relation peuvent être soutenues : COOPERATION, PARTENARIAT dans un contexte qui peut aiguïser les compétitions.** Nous avons identifié certains points autour desquels il nous semble y avoir un enjeu à coopérer ou bien à développer des relations partenariales aujourd'hui. On verra dans les pistes d'actions si cette coopération ou ce partenariat sont possibles et quelles formes ils peuvent prendre.

Les thèmes qui nous paraissent construire des intérêts communs aujourd'hui (dans le respect des différences de positionnement et de pratiques) s'articulent autour de deux grandes questions :

- **des partenariats à renforcer ou à construire ?**

- **des espaces de coopération à développer autour de débats de fonds et plus organisationnels pour soutenir cette démarche de co-construction**

#### ❖ **Des partenariats à renforcer et/ou à construire ?**

- **comment renforcer la solidarité internationale par une réflexion partagée autour de partenariats avec d'autres acteurs** (ex. éducation à l'environnement, développement durable, éducation populaire, mobilité internationale des jeunes...).

**La dynamique associative est à chercher à la fois dans et hors du champ.** Par exemple, quelle place donner aux acteurs scolaires avec qui tout le monde travaille ? Pour aller à la rencontre d'autres catégories d'acteurs, comment s'appuyer sur un travail en amont de réflexion autour du rôle éducatif qui fait commun au sein de la solidarité internationale ?

- **comment penser le partenariat entre les collectivités et les acteurs associatifs ?**

**Tensions liées au double positionnement des collectivités :**

##### ○ **financeurs-partenaires/soutien/reconnaissance**

Les collectivités territoriales ne se perçoivent pas seulement comme des financeurs. Soutenir la solidarité internationale constitue un choix politique en tant que tel, et les collectivités souhaitent que cet investissement soit reconnu. Par ailleurs, ce soutien fait évoluer les pratiques, car les critères de financements amènent à prendre en compte différentes orientations défendues par les institutions (cf. la charte régionale de la solidarité internationale) ; a contrario être financé veut dire s'adapter à des objectifs fixés par des politiques.

##### ○ **financeurs-acteurs de la coopération internationale**

Les collectivités territoriales sont également des acteurs susceptibles de contribuer aux débats via les pratiques de la coopération décentralisée et donc pas seulement comme coordinateurs/financeurs d'actions. De leur côté, les associations ne peuvent être considérées comme le bras armé d'une politique publique... Il y a là une possible dualité non travaillée.

Aujourd'hui, on constate la faiblesse de cette rencontre entre acteurs associatifs et institutions : d'un côté les institutions peuvent déplorer d'être parfois réduites à des financeurs, de l'autre l'affirmation et la construction d'une orientation politique reste peu explicite, par exemple autour des pratiques de coopération décentralisée.

**Piste : développer des relations horizontales d'acteurs à acteurs, ce qui implique que les différences de positionnement qui doivent pouvoir s'expliquer.**

- **Comment penser collectivement la relation aux acteurs économiques et la mettre en débat ?**

Cette question ne peut se résumer à la problématique de la réorientation des demandes de financement, dans un contexte de baisse des financements publics. Qu'il s'agisse de mécénat ou d'autres types de partenariat avec les entreprises, quelles questions posent la relation aux acteurs économiques privés ?

#### ❖ **Des Coopérations à développer**

- **Comment définir collectivement les enjeux de la solidarité dans le contexte contemporain ? Comment créer un espace de réflexion partagée qui réactualise une approche partagée de la solidarité internationale ?**

Aujourd'hui le terme de solidarité internationale ne semble plus approprié, chacun est un peu isolé, dans sa bulle associative et le champ pèse sous le poids d'un héritage et d'une sémantique qui pose problème pour certains... D'aucuns soulignent que les échanges doivent être pensés de façon solidaire, les problématiques du nord et du sud n'étant pas fondamentalement différentes... Il convient d'ouvrir un espace sur la question même de la « solidarité internationale » : **les termes sont-ils adaptés ? Dans ce cadre, comment faire entendre les voix du sud, le rôle des migrants et de la diaspora ?**

Bien qu'il existe des visions très différentes de la solidarité internationale (aide, bénévolat, engagement citoyen), on peut également identifier des **références à un mouvement associatif commun**. Cependant, ce mouvement est fortement affaibli aujourd'hui. Un des enjeux réside dans la capacité à constituer un mouvement associatif sans effacer les différences de position. Qui et comment peut-on l'animer ?

- **Comment penser des organisations territoriales souples qui favorisent le partenariat et la coopération ?**

Il existe des **polarités locales** (institutionnelles, associatives, ...) qui construisent un maillage du territoire. Il y a un enjeu à les identifier, les reconnaître et à ne pas les diluer dans d'autres espaces (ex. de la PASI à Pont-L'abbé) au risque de segmentation et fragmentation. Comment renforcer ces polarités locales en pensant l'animation sur le territoire ? Comment faire le lien et assurer le relais avec d'autres échelles de collaboration (département, région, ...)

Comment renforcer le champ en créant des complémentarités entre réseaux de différente nature et opérant à différentes échelles ? Comment des rencontres de collectifs associatifs/institutionnels peuvent-elles être ressources pour les réseaux locaux ? Comment les réseaux locaux peuvent-ils apporter quelque chose aux réseaux institutionnels ?

Pistes : s'appuyer sur le rôle de passerelle, l'accès aux réseaux, développer la place des têtes de réseaux, leur reconnaissance par les institutions (dont la Région). Travailler ensemble ou coordonner les actions : une évolution et une construction de confiance sur des relations qui se nouent petit à petit., coordination à mettre en acte ?

- **Comment passer de logiques de concurrence à des logiques de coopération face au terrain et au financement ?**

Dans un contexte de raréfaction et de compétition pour les financements, peut-on passer de logiques de concurrence à des logiques de coopération ?

*Parmi ces 6 nœuds de débats, 4 ont été choisis par les groupes pour être traités collectivement lors des Rencontres régionales qui se tiendront de février à mai 2017 dans le cadre de l'étape suivante de co-construction.*